

LES GRANDES CULTURES

Les grandes cultures et les semences occupent un peu **plus d'1 million d'hectares** de la SAU régionale. Elles sont concentrées dans les zones de plaines et de coteaux, voire de piémont. Sur la zone méditerranéenne, les rendements sont plus faibles que sur le reste de la région.

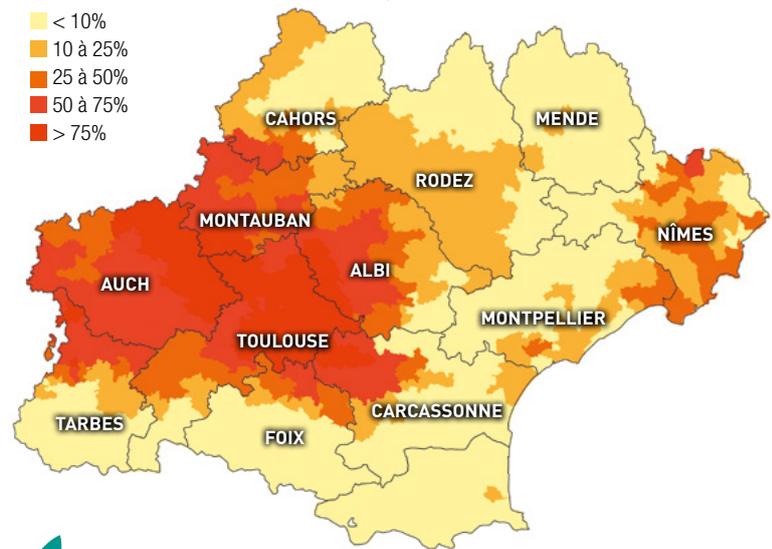
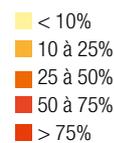
L'accès à la Méditerranée est un atout indéniable pour l'exportation de céréales et de tourteaux via les deux ports de Sète et Port-la-Nouvelle (2^e exportateur français de blé dur avec 33% des exportations nationales). Le développement des grandes cultures est étroitement lié à leur exportation sur les marchés espagnols (maïs, blé tendre et blé dur) et maghrébin, italien, grec (blé dur), ainsi qu'à leur utilisation locale pour l'alimentation animale (maïs) ou la transformation (farine, huile...). La région est leader national pour la production de blé dur, tournesol, sorgho et soja. Elle connaît un fort développement de l'agriculture biologique avec +20% des surfaces entre 2013 et 2014. La sole en bio atteint désormais 4,5% des surfaces en grandes cultures.

En 2010, **14 000 exploitations ont un atelier de « grandes cultures » significatif*** et travaillent 84% de la sole régionale de grandes cultures. Parmi ces exploitations, 63% ont exclusivement des productions végétales, 28% sont en polyculture élevage et 9% sont spécialisées en élevage (grandes cultures essentiellement destinées à l'alimentation animale).

Composante essentielle de la production de grandes cultures dans la région, l'irrigation constitue une assurance contre les aléas climatiques, garantit la qualité et la productivité.

En 2010, 16% des surfaces de grandes cultures sont irriguées, et en particulier 79% des surfaces de maïs (grain/semence), 74% des surfaces de soja et 18% des surfaces de sorgho.

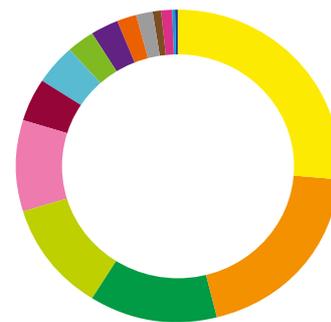
Part de la SAU cantonale consacrée aux grandes cultures :



RÉPARTITION DES SURFACES EN GRANDES CULTURES

[Source : RA 2010]

Surfaces en grandes cultures y compris semences



- Blé tendre **299 000 ha**
- Tournesol **224 000 ha**
- Maïs grain **145 000 ha**
- Blé dur **127 000 ha**
- Orge **107 000 ha**
- Triticale **52 000 ha**
- Colza **46 000 ha**
- Soja **33 000 ha**
- Sorgho **29 000 ha**
- Maïs semence **22 000 ha**
- Autres céréales **19 000 ha**
- Protéagineux **12 000 ha**
- Avoine **11 000 ha**
- Riz **3 000 ha**
- Autres oléagineux **2 000 ha**

SURFACES CULTIVÉES EN GRANDES CULTURES EN 2015

[Source : SAA 2015]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS AYANT DES GRANDES CULTURES*

[Source : RA 2010/INOSYS]

	Ayant un atelier grandes cultures significatif*	Dont spécialisées COP en sec	Dont spécialisées COP avec irrigation	Dont spécialisées COP et autres cultures
Nombre d'exploitations	14 033	2 750	2 100	2 121
SAU moyenne	99	82	103	86
Surface moyenne en grandes cultures	66	75	94	70
SAU moyenne irriguée en 2010	13	0	32	13
Nombre moyen d'UTA	1,8	1,1	1,3	1,4
UTA salariées moyennes	0,2	0	0,1	0,1
% surface grandes cultures du RA 2010	84%	20%	19%	13%

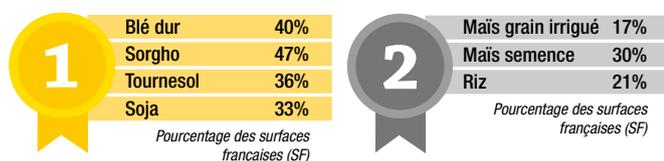
* Plus de 20 ha de « grandes cultures », incluant les grandes cultures classiques céréales oléo-protéagineux (COP) et semences, mais aussi les cultures industrielles et cultures (betterave, tabac, ail, PPAM, semences grainières)

LES CHIFFRES

- **1,131 million ha de grandes cultures en 2015, soit 9% des Surfaces Françaises (SF)**
dont 58 700 ha de semences en 2015
dont 50 800 ha en AB (ou en conversion)
- **5,3 millions de tonnes de COP produites en 2015**
dont 87% de céréales et 12% d'oléagineux
- **14 000 exploitations ont un atelier grandes cultures, soit 24% des exploitations**
- **7 000 exploitations spécialisées COP travaillant 53% des surfaces en grandes cultures avec 8 700 UTA dont 600 UTA salariées**
- **1,085 milliard d'€, soit 15% du produit agricole de la région en 2014**
dont céréales : 840 millions d'€
dont oléagineux : 235 millions d'€
dont protéagineux : 10 millions d'€

[Sources : SAA 2015, GNIS 2015, Agence BIO 2014, Comptes de l'agriculture 2014, RA2010/INOSYS]

PALMARÈS DE LA RÉGION [Source : SAA 2015]



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN GRANDES CULTURES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

À l'exception d'un intermède en mai et juin, c'est un climat très frais qui domine la campagne. Les cultures d'hiver sont soumises à une forte pression sanitaire, puis à des orages lors de la récolte qui altèrent fréquemment la qualité des grains.

Cette situation perturbe les marchés en début de campagne, mais grâce à un effort important de tri par les organismes stockeurs, la France parvient à exporter de manière satisfaisante dans un contexte mondial de stocks abondants. En blé dur, le marché connaît une situation de pénurie à l'automne, d'où une explosion des cours en quelques semaines.

Le rendement du maïs progresse grâce aux pluies estivales. Cependant, les cours sont en net recul du fait d'une récolte conséquente aux USA et d'une demande moindre en biocarburant. Constat identique pour les oléagineux dont les prix baissent dans le sillage du soja, et ce malgré une demande soutenue de la Chine.

→ Une faible rentabilité malgré une amélioration en 2014

Les revenus des céréaliers redeviennent positifs, tout en restant très inférieurs à la moyenne des 5 dernières années. Le produit des cultures augmente de 8%, alors que les charges de l'exploitation amorcent leur repli.

Les rendements sont globalement meilleurs qu'en 2013. Même si la tendance est à la baisse des cours, deux cultures font exception : le blé dur qui approche 400 €/t départ ferme, en fin de campagne, et le tournesol oléique dont la prime atteint 100 €/t. Dans l'Aude, le revenu moyen tire profit du maintien d'une sole blé dur plus importante que dans le reste de la région. Plus généralement, la présence de cultures spéciales ou contractuelles permet cette année encore de lisser le produit de l'exploitation.

Les charges opérationnelles et de structure diminuent respectivement de 6% et 2%, avec des évolutions contrastées entre les postes. La charge d'engrais baisse de 15%, celle de carburant de 3%, mais le poste phytosanitaire augmente du fait des intempéries. Les charges sociales des exploitants dont la base de calcul intègre désormais la mauvaise année 2013, diminuent en moyenne de 2 000 €.

→ Une baisse des investissements

Comme en 2013, les ressources de l'entreprise ne couvrent pas la totalité des besoins financiers. Même si les annuités sont en léger repli (172 €/ha), les frais financiers à court terme progressent significativement.

Par ailleurs, les exploitants ont moins investi que l'année précédente ; le montant des emprunts souscrits passe de 22 à 17 000 € en moyenne. Le fait que le montant du crédit soit supérieur aux investissements évite une trop forte dégradation du fonds de roulement. Ce dernier assure toujours près de 9 mois du cycle de charges.

La trésorerie nette globale (TNG) augmente de 4% et est voisine de 30 000 €. 1/3 des exploitants affiche une TNG négative. Pour ces derniers, les mises en culture s'en trouvent perturbées, le recours aux emprunts de campagne devient une obligation.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

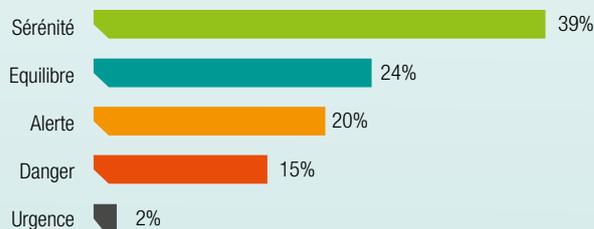
- 2142 exploitations spécialisées dont individuelles 51%, EARL 30%
- SAU : 111 ha dont 13 ha irrigués. Céréales : 62 ha, oléagineux et protéagineux : 35 ha, jachère : 6 ha
- 1.2 UTH familiale / 0.1 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

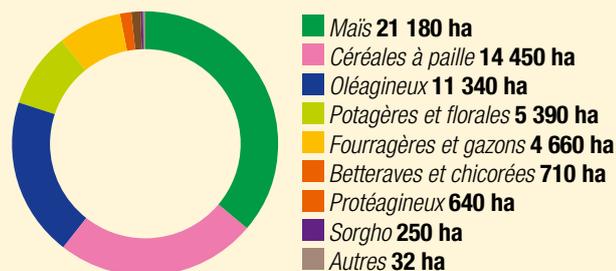
Fin 2014, 63% des exploitations présentent une situation de sérénité ou d'équilibre contre 48% en 2013. Mais 17% demeurent en situation de danger ou d'urgence. Ce léger rétablissement des trésoreries est le bienvenu avant d'aborder la campagne 2015 à nouveau marquée par une bonne récolte céréalière mondiale et des cours baissiers.

LES CHIFFRES (Source : GNIS)

- 1^{re} région productrice, avec 15% des surfaces françaises
- 58 650 ha en 2015, en baisse de 11% par rapport à 2014 ou de 1% par rapport à 2013
- Le Gers, 1^{er} département producteur de la région, avec 28% des surfaces régionales
- Balance commerciale positive

Baisse sévère des contrats de multiplication

La filière semence se caractérise par des contrats de production évitant la volatilité des prix. Le maïs semence est la 1^{re} production régionale de semences avec 30% des surfaces françaises. Cette culture est en retrait en 2015 après plusieurs années de hausse (-4 000 ha par rapport à 2013). Les semences de céréales à paille avec 14 500 ha sont également très présentes sur la région. On observe également une progression des surfaces de semences fourragères (luzerne, fétuque) et potagères (coriandre, carotte, pois chiche). Pour l'ensemble de ces cultures à haute valeur ajoutée l'irrigation est indispensable.



SURFACES DE SEMENCES EN LRP : 58 650 HA

(Sources : GNIS, récolte 2015)

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN MAÏS SEMENCE

CAMPAGNE 2014-2015 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

LE POINT CAMPAGNE

En 2014, afin de répondre à une demande toujours soutenue, la filière semencière recrute de nouveaux producteurs et accroît les surfaces de multiplication. Ces dernières couvrent 24 450 ha en Midi-Pyrénées, ce qui représente une hausse de 12% en un an. Les semis, plus précoces qu'en 2013, sont réalisés dans de bonnes conditions. Le maïs profite à partir du mois de juillet de la chaleur et des pluies estivales, suivies par une belle arrière-saison. Mis à part des problèmes de fécondité sur certaines variétés et des averses de grêle localisées, les rendements moyens sont bons avec des grains de qualité.

➔ Plus de produits et des charges stables

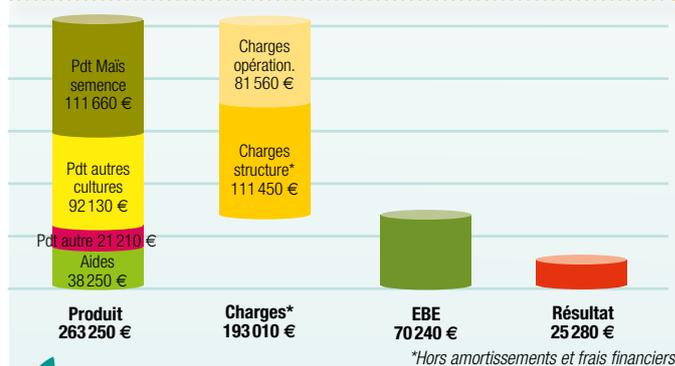
L'EBE et le résultat courant progressent respectivement de 18% et de 46% par rapport à 2013, une des années les plus difficiles de la décennie. Non seulement le produit total de l'exploitation s'améliore grâce à l'augmentation des surfaces multipliées, mais les charges amorcent aussi une baisse pour la première fois depuis plusieurs années. Parmi les principaux postes de charges concernés, on relève : les engrais -11%, l'assurance-grêle -6%, les carburants et l'entretien-réparation -3%, les charges sociales de l'exploitant -1%. La rémunération et les charges des salariés augmentent logiquement du fait de la croissance des surfaces travaillées.

Bien que les ressources financières de l'entreprise augmentent de 10 000 € entre 2013 et 2014, il ne reste aucune marge de sécurité pour financer la modernisation de l'entreprise, une fois déduits les annuités et prélèvements privés. Les ressources supplémentaires ont servi à rembourser les annuités. Ces dernières absorbent désormais 51% de l'EBE. Le montant des investissements nets de cessions n'est plus que de 37 000 € contre 42 000 € en 2013. Les exploitants ont moins investi et ont contracté moins d'emprunts. Cette modération jouera favorablement sur la trésorerie en 2015. Il faut poursuivre dans ce sens, surtout que le parc matériel a été largement renouvelé ces dernières années.

Fin 2014, les exploitations présentant un risque financier faible ou nul ne sont plus que 76% de l'échantillon contre 81% l'an passé. La situation financière reste saine pour une majorité de producteurs, mais un écart se creuse avec quelques exploitations à risque, dont l'endettement est très élevé.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

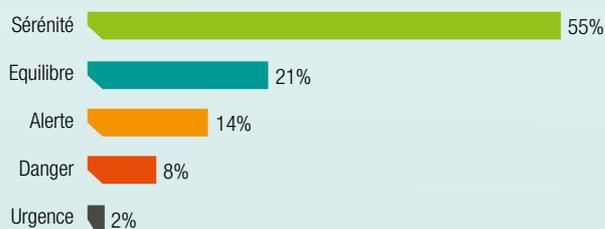
- 235 exploitations spécialisées dont 49% en EARL, 30% individuelles, 13% en GAEC
- SAU : 121 ha dont 29 ha de maïs semence et 4 ha d'autres semences
- 1.4 UTH familiale / 0.9 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

(Source : RA 2010/INOSYS)

LES CHIFFRES (Source : RA2010/INOSYS)

- **3 600 exploitations, 6 100 UTA dont 1 900 UTA salariées**
- **36% ont un atelier viticole significatif**
- **32% ont un atelier arboricole significatif**
- **28% ont un atelier GC significatif**
- **19% ont un atelier maraîchage significatif**
- **19% de la SAU est irriguée** (moyenne LRMP : 9%)

Plus de la moitié des exploitations a recours à l'irrigation

Les exploitations de polyculture occupent 4% de la SAU et emploient 8% des salariés agricoles de la région. Elles sont caractérisées par la présence de plusieurs ateliers de différentes cultures. On trouve surtout les systèmes « arboriculture / viticulture » dans le Gard et l'Hérault, « grandes cultures / arboriculture » dans le Tarn-et-Garonne et « grandes cultures / viticulture » dans le Gers. Elles sont situées majoritairement en zone irriguée et sur les terroirs viticoles et de production d'ail ou melon.

NB : EA en polyculture : exploitation ayant au moins deux ateliers végétaux significatifs (définition INOSYS).

* La moyenne est calculée pour les seules exploitations concernées

	Polyculteurs cultures pérennes et spécialisées	Polyculteurs grandes cultures et autre atelier végétal	dont Grandes cultures et arboriculture	dont Grandes cultures et viticulture
Nombre d'exploitations	1 840	1 735	504	597
SAU moyenne	14	55	50	81
SAU moyenne irriguée en 2010	6	17	16	29
% EA irrigantes	45%	62%	76%	47%
SAU moyenne arboriculture *	4	3	5	2
SAU moyenne viticulture *	7	9	4	11
SAU moyenne maraîchage et légumes de plein champs *	2	5	5	10
SAU moyenne en grandes cultures (COP + cultures industrielles) *	13	47	42	63
Nb Moyen d'UTA	1,6	1,9	1,9	1,9
% UTA salariées	32%	29%	34%	29%

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN POLY CULTURE

CAMPAGNE 2014-2015 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

LE POINT CAMPAGNE

Les ateliers les plus représentés dans ces exploitations sont d'abord les grandes cultures, les productions maraîchères et viticoles et enfin les productions arboricoles.

Cette année, les exploitations avec un atelier viticole voient souvent leur résultat progresser du fait d'une bonne récolte et de prix soutenus. Les rendements en grandes cultures ont certes progressé mais, hormis pour le blé dur et le tournesol oléique, la tendance baissière des marchés ne permet pas une nette progression du produit.

→ Une progression de l'EBE, mais...

Le produit grandes cultures, soit 37% de la production progresse très légèrement (+2%). Comme les exploitations spécialisées elles ont su profiter d'une progression des rendements malgré la situation des marchés. La présence de cultures à plus forte valeur ajoutée, notamment la viticulture ou le maraîchage explique l'augmentation du produit courant de 6%. Le produit de ces activités progresse respectivement de 30% et de 8% en 2014. En revanche, les exploitations à dominante arboricole souffrent avec une diminution du produit de 38%. Dans le même temps, les postes engrais et carburants baissent ce qui permet au final une stabilisation des charges. L'EBE progresse donc en moyenne mais avec des disparités entre exploitations. Près de 40% d'entre elles constate une diminution de l'EBE. Sur ces exploitations, la part de l'atelier viticole est plus faible que la part de l'atelier arboricole.

→ Cette augmentation d'EBE reste insuffisante

L'EBE ne couvre pas les besoins en prélèvements privés et les engagements financiers. La CAF reste négative pour la seconde année consécutive. Le niveau d'investissement net est resté constant par rapport à l'année dernière, soit 22 800 €, mais il n'y a pas eu d'autofinancement. Seules 20% des exploitations préservent une CAF positive sans rogner sur les prélèvements privés.

→ Encore une fragilisation de la situation financière

La dégradation des critères financiers est certes moins marquée que l'année dernière mais elle existe toujours. Ainsi le taux d'endettement progresse encore de 3 points pour arriver à 49%, le fonds de roulement baisse, ainsi que la trésorerie nette globale. Les exploitations qui résistent le mieux sont majoritairement les grosses structures et dans une moindre mesure les exploitations ayant un produit proche de la moyenne et un faible endettement.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

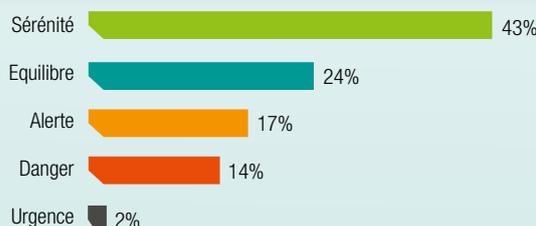
- **336 exploitations** dont 45% individuelles, 35% EARL et 10% GAEC
- **SAU : 81 ha** dont 12% sont irriguées
- **1.4 UTH familiale / 0.8 UTH salariée**



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS